

Communiqué de presse de Monsieur Michel Delebarre

Raffinerie TOTAL de Dunkerque

« La responsabilité de Total et de l'Etat est totalement engagée »

A juste titre - et comme beaucoup ! - je suis préoccupé et inquiet de l'avenir de la Raffinerie TOTAL située à Dunkerque.

Si je réserve mes propos s'agissant d'un dossier dont la responsabilité première revient au groupe TOTAL, c'est pour ne pas fausser des décisions qui concernent plus de 350 emplois en direct et près de 400 emplois en sous-traitance.

Ce dossier est majeur pour notre agglomération dunkerquoise et si aucune annonce officielle n'a encore été prononcée, je pense que TOTAL et le Gouvernement doivent assumer l'ampleur des conséquences qu'aurait une décision de ne pas poursuivre l'activité raffinerie et répondre aux questions suivantes :

- Quel serait le devenir des centaines d'emplois directement affectés ?
- Quelles propositions d'emplois industriels seraient annoncées avec la certitude et la ferme ambition de les mettre en oeuvre ?
- Quelles dispositions et perspectives pourraient concerner les centaines d'emplois des salariés qui, dans les firmes sous-traitantes, travaillent en liaison étroite avec la raffinerie ?
- Quelles mesures seraient envisageables pour faire face à la disparition des millions de tonnes de trafic pour le Port de Dunkerque qu'assure la raffinerie ? Pour les activités portuaires directement affectées par ailleurs, quel dispositif est susceptible de pallier un effondrement de l'activité, dont le port de Dunkerque aurait à souffrir pendant les prochaines années ?
- Enfin, c'est tout un territoire, le Dunkerquois, qui serait affecté par une telle perspective : les collectivités locales, les projets de développement... Cela suppose que le groupe TOTAL et l'Etat se mobilisent pleinement pour donner à ce territoire les moyens de se diversifier et de poursuivre son développement.

Il y va de l'avenir du troisième port de France et du développement de l'une des premières plates-formes industrielles et énergétiques de notre pays.

Il va du destin de centaines d'emplois et de familles.

A cet effet et sans préfigurer de la décision finale du groupe TOTAL, l'agglomération dunkerquoise attend de la part de l'Etat un soutien fort et des annonces positives.

Si ce dernier et le groupe TOTAL ne sont pas capables de s'engager sur l'avenir de la Raffinerie alors il sera de leur responsabilité directe de s'engager sur l'avenir économique du Dunkerquois, pôle essentiel à l'avenir de la Région Nord – Pas-de-Calais.

Michel DELEBARRE

Ancien Ministre d'Etat

Député, Maire de Dunkerque

Président de la Communauté urbaine